

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 25 Février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HOCHET TP (SARL)

12 avenue René Cassin - Saint-Marc
56 380 Guer

Références : UD35/2025-045

Code AIOT : 0005515976

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2025 dans l'établissement HOCHET TP (SARL) implanté au lieu-dit Les Grevelins Les Brulais (35330). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a été réalisée suite à l'arrêté de mise en demeure du 8 juin 2024 pris à l'encontre de l'exploitant, qui est aujourd'hui échu.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOCHET TP (SARL)
- Grevelins 35330 Les Brulais
- Code AIOT : 0005515976
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société HOCHET TP exploite depuis 2009 une carrière de schistes au lieu-dit "Grévelin" sur la commune Des Brûlais.

L'arrêté préfectoral du 21 janvier 2009 autorise l'exploitation de ce site, d'une surface totale de 2,9 ha, pour une production maximale annuelle de 20 000 t, sur une durée de 30 ans.

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Périmètre autorisé	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Circulation des eaux	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.6 (extrait)	Demande d'action corrective	1 ^{er} septembre 2025

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 6.5
5	Eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, articles 4.6.3 et 4.6.4
6	Contrôle acoustique	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.7 (extrait)

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les suivis environnementaux requis par l'arrêté préfectoral (analyses des eaux rejetées et contrôle acoustique) ont été effectués et devront être renouvelés, respectivement selon une périodicité annuelle et triennale.

Les garanties financières ont été mises à jour comme attendu.

Un bornage de l'établissement par un géomètre expert doit d'autre part être réalisé dans un délai de 6 mois, ainsi qu'un relevé topographique par drone permettant d'actualiser le plan des installations.

Compte-tenu des travaux à réaliser pour permettre la décantation des eaux d'exhaure avant leur rejet, l'inspection propose par ailleurs que le délai fixé par la mise en demeure du 8 juin 2024 soit prolongé jusqu'au 1^{er} septembre 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périmètre autorisé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bornage
Prescription contrôlée : Le périmètre de l'autorisation et le périmètre d'extraction sont matérialisés par un bornage ou tout autre dispositif équivalent. Une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent) placée sur toute la périphérie du périmètre d'autorisation de la carrière ainsi qu'autour des zones dangereuses permet d'en interdire l'accès.
Constats : Il n'a pu être identifié au cours de la visite les bornes délimitant le périmètre autorisé (végétation dense), notamment pour les nouvelles parcelles entrées dans le champ de l'autorisation en mars 2022. Lors de la précédente visite, l'inspection avait identifié que la clôture avait été détériorée par des chutes d'arbres : des réparations ont été effectuées depuis et l'intégrité de la clôture restaurée. Par ailleurs, des panneaux indiquant l'interdiction d'accéder et le risque de chute encouru ont été apposés sur la clôture qui ceinture le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'inspection demande à ce qu'un bornage par un géomètre expert soit réalisé afin que soient repérées toutes les limites de propriété. Le procès-verbal établi suite à ce bornage sera transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 6.5
Thème(s) : Situation administrative, Renouvellement des garanties financières
Prescription contrôlée : L'attestation de renouvellement de la garantie financière doit être transmise au préfet au moins six mois avant l'échéance des garanties en cours. Avec l'attestation de renouvellement des garanties financières, l'exploitant indique au préfet sur la base du plan visé à l'article 4.2 (1er alinéa), si l'avancement des travaux correspond au montant des garanties financières apportées.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection lors de sa précédente visite un acte de cautionnement à hauteur de 77 897 € (montant correspondant à celui prescrit pour la 3 ^{ème} phase par l'arrêté préfectoral) valable jusqu'au 2 juillet 2024. Cependant, l'exploitation est rentrée très récemment (depuis le 21 janvier 2024) dans sa 4 ^{ème} phase d'exploitation (janvier 2024- janvier 2029) et le montant aujourd'hui garanti par cet acte de cautionnement n'est plus d'actualité puisque le phasage d'exploitation a été modifié entre-temps (voir arrêté complémentaire du 13 mars 2022). Un nouvel acte de cautionnement devait donc parvenir à l'inspection, intégrant la modification du phasage tel que prévu par l'arrêté complémentaire du 15 mars 2022, afin de garantir un montant évalué à 101 179 €. Compte-tenu des enjeux associés à ce constat, en lien avec la remise en état du site en cas de besoin, l'inspection a proposé que la société HOCHET TP soit mise en demeure de se mettre en conformité sur cet aspect. L'arrêté de mise en demeure a été signé le 8 juin 2024 avec pour échéance le 8 juillet 2024. L'exploitant a depuis fourni à l'inspection un acte de cautionnement à hauteur du montant requis et pour une durée allant jusqu'au 04/06/2029. Cet aspect de la mise en demeure peut donc être levé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation actualisé
Prescription contrôlée : L'exploitant met à jour au moins une fois par an un plan de la carrière et des installations sur fond cadastral sur lequel figurent, notamment : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire ;• les bords de la fouille ;• la position des stocks ;• les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs ;• le réseau de circulation des eaux ;• les zones remises en état. Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le dernier plan établi date de janvier 2024 et doit donc être actualisé (mise à jour annuelle) et complété par un relevé topographique (drone par exemple). Tous les items devant y figurer seront indiqués, notamment les bords de fouille, les cotes d'altitude des points significatifs et courbe de niveaux, la circulation des eaux et les zones éventuellement déjà remises en état.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Le plan de la carrière et des installations doit être complété pour contenir tous les items indiqués à l'article 4.2. ci-dessus. Il sera communiqué à l'inspection une fois actualisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Circulation des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.6 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Circuit des eaux
Prescription contrôlée : 4.6.1 - Circulation des eaux Les eaux d'exhaure doivent passer passent par le bassin de décantation avant d'être évacuées dans le milieu naturel. Elles sont rejetées de manière diffuse dans les parcelles aval. Ce bassin est correctement dimensionné et entretenu afin de permettre de recueillir les eaux et d'en assurer le traitement même en cas de fortes précipitations. 4.6.2 - Point de rejet Le point de rejet est unique (en sortie de bassin de décantation), facilement accessible et clairement repéré. Le point de rejet est équipé d'un système permettant d'interdire tout rejet en cas de pollution.
Constats : Les eaux pluviales ruisselant sur les zones d'extraction sont collectées en fond de fosse. Le trop-plein est alors dirigé sans décantation par déversement vers le milieu naturel via une canalisation dans un fossé créé par la société HOCHET TP sur la parcelle ZB n°11. Contrairement à ce qui était prévu par l'arrêté réglementant le site, les eaux ne sont donc pas correctement décantées avant rejet, le bassin de décantation prévu ayant été comblé lors de la poursuite des extractions. Au cours de la précédente visite, l'inspection avait ainsi constaté que les eaux de ruissellement étaient rejetées sans décantation au milieu naturel, et sans possibilité d'arrêter les écoulements en cas de pollution (déversement accidentel sur le site par exemple). Depuis, une nouvelle vanne de type guillotine a été implantée en fond de fosse, protégée par une margelle en béton pour stopper les écoulements en cas de besoin. Le fonctionnement de cette vanne a été testé avec succès le jour de la présente visite. La société HOCHET TP a été mise en demeure le 8 juin 2024 de régulariser sa situation en restaurant la décantation de ses eaux d'exhaure comme cela était prévu par son arrêté d'autorisation. L'exploitant a indiqué qu'il n'a pu restaurer le bassin de décantation comblé car, pour son bon fonctionnement, compte-tenu de la profondeur actuelle des extractions, une pompe de relevage est nécessaire : or le site n'est pas actuellement alimenté en électricité. La société HOCHET TP indique qu'elle est en recherche d'une solution d'alimentation autonome pour y parvenir mais que la mise en œuvre d'une telle solution nécessite davantage de temps (l'arrêté de mise en demeure du 8 juin 2024 est aujourd'hui échu).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

> Compte-tenu notamment que la surveillance de la qualité des eaux rejetées n'a pas montré de dépassement des valeurs limites fixées par la réglementation, l'inspection propose que le délai de réalisation des travaux de mise en conformité prévus à l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 8 juin 2024 pris à l'encontre de la société HOCHET TP soit prolongé jusqu'au 1er septembre 2025.

Tout retard ou difficulté dans l'avancement des travaux prévus devra être signalé à l'inspection sans délai, accompagné de propositions de mesures compensatoires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1^{er} septembre 2025

N° 5 : Eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.6.3 et 4.6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de la qualité des eaux rejetées
Prescription contrôlée : 4.6.3 - Valeurs admissibles pour les eaux rejetées Le rejet d'eau dans la rivière AFF de manière directe ou indirecte est interdit. Les eaux rejetées dans le milieu naturel (fossé puis infiltration) respectent à tout moment les prescriptions suivantes : pH compris entre 5,5 et 8,5 Concentrations maximales : MES 35 mg/l Hydrocarbures 10 mg/l DCO 125 mg/l Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon brut et non décanté prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. 4.6.4 - Surveillance Un contrôle du respect des prescriptions de l'article précédent est réalisé par l'exploitant au moins une fois par an, pendant les périodes d'activité et lorsque les rejets sont les plus importants.
Constats : Lors de la précédente visite, l'inspection avait constaté que le dernier contrôle effectué sur les eaux rejetées datait de 2018 : il n'avait mis en évidence aucun dépassement des valeurs réglementées par l'arrêté préfectoral. Cependant la périodicité annuelle fixée pour ces contrôles n'avait pas été respectée. L'inspection a donc demandé à la société HOCHET TP de réaliser les analyses sur ses eaux rejetées requises annuellement par son arrêté préfectoral. Les résultats des analyses réalisées (prélèvement du 7 mars 2024) ont été transmis à l'inspection : aucun dépassement des valeurs réglementées n'a été identifié.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.7 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles de la situation acoustique
Prescription contrôlée : <p>Les dispositions relatives aux émissions sonores des carrières sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement :</p> <p>Si le niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement est supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) → émergence sonore admissible de 7h à 22h : + 6 dB(A)</p> <p>Si le niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement est supérieur à 45 dB(A) → émergence sonore admissible de 7h à 22h : + 5 dB(A)</p> <p>Le respect de ces valeurs maximales d'émergence sonore dans les zones à émergence réglementée (ZER) se traduit dans le cas présent par des valeurs maximales du niveau sonore à l'émission en limite du périmètre de la carrière reprises ci-dessous :</p> <p>Niveau sonore admissible en limite de carrière au lieu-dit "Le domaine d'Ahaut" (Sud/Sud-Est) : 50 dB (A) de 7h à 18h</p> <p>Niveau sonore admissible en limite de carrière au lieu-dit "La Perche" (Nord/Nord-Ouest) : 47 dB(A) de 7h à 18h</p> <p>[...]</p> <p>Un contrôle du respect de ces valeurs est réalisé dans l'année suivant la notification du présent arrêté puis tous les 3 ans, au niveau des habitations les plus exposées, pendant les périodes d'activité.</p> <p>Les mesures sont représentatives de toutes les activités présentes sur le site (déroctage, pelle hydraulique, foration éventuelle, transport etc.)</p>
Constats : <p>Lors de sa précédente visite, l'inspection avait constaté que le dernier contrôle de la situation acoustique avait été effectué en 2018 : il ne mettait en évidence aucun dépassement des valeurs réglementaires fixées par l'arrêté préfectoral.</p> <p>Cependant la périodicité fixée (tous les 3 ans) pour la réalisation de ces contrôles n'avait pas été respectée.</p> <p>L'inspection a donc demandé à la société HOCHET TP de réaliser ce contrôle, ce qui a été fait en mars 2024. Le rapport correspondant a été transmis à l'inspection.</p> <p>Les mesures ont été effectuées de jour, en présence d'une chargeuse, d'une pelle à godet et de camions circulant sur le site.</p>

Les valeurs en limites de propriété étant plus strictes au sein de l'arrêté préfectoral que celles fixées par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié, un léger dépassement est identifié en limite de propriété nord-ouest (valeur mesurée à 47,5 dB(A) pour une valeur limite fixée à 47 dB(A) par l'arrêté préfectoral et à 70 dB(A) par l'arrêté ministériel).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

A ce jour, l'inspection n'a enregistré aucune plainte concernant ce site et ses impacts sonores.

Considérant le léger dépassement constaté au nord-ouest des limites de propriété, l'inspection sera vigilante s'agissant du respect de la périodicité requise pour ces contrôles, qui pourra être durcie en cas de nouveau dépassement.

Des solutions devront alors être proposées par l'exploitant pour y remédier.

Type de suites proposées : Sans suite